

ment aux peuples de la Péninsule; il ne lui convenait pas de prendre des engagements.

De malheureux naufragés saisissent avec avidité la planche la plus fragile sur laquelle ils espèrent échapper à leur ruine. L'Empereur avait été affable; on prit son affabilité pour de la bienveillance. Il avait laissé espérer que la contribution de guerre serait diminuée. Ses phrases saccadées fournirent la matière d'une adresse de la députation à ses concitoyens ¹.

nouveau Napoléon. » D'autres demandes et réponses furent échangées avec cette même différence d'opinions et d'évaluations; et de je ne savais pas en je ne savais pas, il arriva à demander au comte de Lima : « Que voulez-vous, vous autres Portugais? Voulez-vous être Espagnols? » A ces mots, je vis le comte de Lima, grandissant de dix pieds, s'affermissant dans sa position, portant la main sur la garde de son épée, et, d'une voix qui ébranla les voûtes de l'appartement, répondant : « Non. » Les anciens héros portugais n'auraient pas mieux dit. »

¹ Voyez à la fin du volume (G).

CEUX qui écrivirent cette lettre n'étaient pas des hommes obscurs ou équivoques. Elle fut signée par le grand-inquisiteur du royaume , par l'évêque de Coïmbre, par le marquis d'Abrantès, président du gouvernement institué par le prince régent, par don Nunho Alvarès Pereyra de Mello, allié par le sang à la maison de Bragance, et les personnages les plus considérables de l'État. Eux et les autres se regardaient comme déliés de leurs sermens envers l'ancien souverain. Ils se résignaient à la toute-puissance de Napoléon. Les rois et les empereurs s'étaient résignés comme eux.

L'adresse de la députation causa un vif contentement qui se fit sentir plus encore dans les provinces qu'à Lisbonne. On se hâta de regarder comme assurée et prochaine la résurrection du Portugal. Des villes, même de simples bourgades, la célébrèrent par des illuminations et des feux de joie. C'était le moment d'aller au cœur des Portugais, et de les

affectionner à la cause de la France. Il fallait éteindre jusqu'au souvenir de cette contribution de guerre, avec laquelle il y avait plus de haine que de profit à recueillir. Il fallait relever les insignes et les trophées de la monarchie, que l'empereur Napoléon n'avait pas ordonné d'abattre. Les Portugais sont fiers de leur ancienne gloire, honteux d'être si profondément déçus, et persuadés que leur pays possède encore tous les élémens de la prospérité et de la grandeur. Il fallait leur dire, et c'était la pure vérité, qu'ils n'avaient pas été vaincus ; qu'ils n'avaient cessé d'être une nation indépendante, que parce qu'une série de rois sans valeur avait laissé tomber en désuétude les anciennes lois, et avait méconnu et violé les droits du peuple. Il fallait montrer franchement l'intention de substituer dans toutes les carrières à l'oligarchie des fidalgues et des moines, l'influence des hommes recommandables par leur capacité et par la noblesse de leurs sentimens. Il fallait en un mot faire un

appel à la raison éclairée et aux passions généreuses.

L'APPEL aurait été entendu. Si à Lisbonne et à Oporto les intérêts matériels étaient froissés momentanément par le système continental, la population agricole du royaume n'y perdait rien. On ne voulait pas devenir une colonie du Brésil. La noblesse de province, attachée au sol, avait l'émigration en mépris, et se proclamait la principale colonne de l'État, bien plutôt que la noblesse d'antichambre et de cour. Les idées philosophiques mal comprimées par la police, et propagées dans des sociétés secrètes, fermentaient au sein de la jeunesse et parmi les habitans des villes. Il n'existe pas dans la Péninsule de plus vaste établissement d'instruction publique que l'université de Coïmbre. Ce sont ses chaires qui forment pour le Portugal entier, des juges, des administrateurs, des avocats, des médecins, des savans. L'université de Coïmbre était

ardente, à l'égal des universités d'Allemagne, contre la superstition qui flétrit les ames, et contre le despotisme qui brise les courages. Partout les esprits étaient mûrs pour des changemens politiques. Des germes d'amélioration répandus partout n'attendaient que le souffle qui devait les vivifier.

Le nouveau duc d'Abrantès avait le sentiment intime de cette disposition des esprits; mais il n'eût pas osé l'encourager sans l'ordre exprès de l'Empereur. C'était d'ailleurs une haute entreprise que de refaire les destinées d'un peuple. Junot était né avec le talent de l'observation. Son coup-d'œil perçant allait, dans chaque question, droit au nœud de la difficulté. Tout le bien que pouvait produire une inspiration soudaine, on pouvait l'attendre de lui, mais rien de ce qui exigeait une marche méthodique et continue. Ses qualités heureuses étaient étouffées par un caractère fougueux, par des habitudes de dissipation, et par une aversion si obstinée pour le travail, que les efforts de

ceux à qui il délèguait quelques portions du pouvoir, en étaient paralysés.

CEPENDANT l'Empereur, en faisant écrire la lettre de la députation portugaise, n'avait rien dit qui pût faire deviner le personnage sur la tête duquel tomberait la couronne de Portugal, et le champ restait ouvert à tous les prétendants. Junot prenait quelquefois, pour la direction des affaires politiques, les conseils du vieux José de Scabra, qui avait été ministre sous trois règnes, et qui, sorti de l'école de Pombal, était resté l'énergique ennemi, non pas du despotisme, mais des despotes ignobles et maladroits. Scabra chercha, dans les institutions surannées de la monarchie, des formes dont on pût tirer parti dans la circonstance présente. Par son instigation, la noblesse, le clergé, le *desembargo do paço*, première cour de justice du royaume, et le *senado da camera*, conseil municipal de Lisbonne, demandèrent au duc d'Abrantès qu'il fût pris des moyens légaux pour

faire connaître le vœu de la nation portugaise. La convocation des cortès du royaume aurait eu un éclat que le général français voulait éviter. On appela en leur place la Junte des trois États. C'est une commission administrative que les anciens cortès choisissaient dans leur sein pour surveiller, pendant l'intervalle des sessions, l'emploi des fonds qu'ils avaient octroyés. En droit, la commission était éteinte, puisque, depuis plus de deux siècles, il n'y avait plus de commettans ; mais on en avait conservé le nom, et cette prétendue Junte était devenue un comité de sinécures, dont la couronne disposait en faveur de quelques courtisans privilégiés. En raison de la dispersion de la haute noblesse, il ne se trouvait, au mois d'avril 1808, que trois membres de la Junte présens à Lisbonne, savoir : don Laurenço, comte d'Almada, Ayrés de Saldanha, comte d'Éga, et Pedro de Mello da Cunha, comte de Castro-Marim, fils du grand-veneur du royaume. Le général en chef voulut qu'ils

s'adjoignissent douze députés pris dans les trois ordres. Tous ensemble dressèrent un humble placet par lequel ils sollicitaient l'honneur d'être compris *au nombre des fidèles sujets de l'empereur Napoléon, déclarant que dans le cas seulement où Sa Majesté impériale penserait que la situation géographique, ou quelque motif politique ne permettrait pas aux Portugais d'être gouvernés immédiatement par elle, ils oseraient lui demander un prince de son choix, afin de lui remettre avec autant de respect que de confiance la défense des lois, des droits, de la religion et des intérêts les plus sacrés de la patrie* ¹.

LA forme et le fond de cette adresse adulatrice inspirèrent un égal dégoût à la portion éclairée de la nation. La crainte n'avait pas abattu tous les esprits. On voyait que Napoléon venait de donner au grand duché de Varsovie, un

¹ Voyez à la fin du volume (H).

gouvernement fondé sur les principes de la liberté et de la justice. Des patriotes portugais crurent être en droit d'espérer pour leur pays un bienfait semblable. Trois d'entre eux, le desembarcador ¹ Francisco Duarte Coelho, le docteur Ricardo-Raymundo Nogueira, recteur du collège des nobles ², et le chanoine Simão de Cordès Brandão, professeur des droits naturel et des gens de l'université de Coïmbre, rédigèrent en secret le projet d'une constitution appropriée aux mœurs et aux localités du Portugal ³.

Quand cette œuvre fut achevée, il fallut la produire au jour. Les hommes du pouvoir absolu s'étaient appuyés sur un simulacre de représentation nationale. Les partisans de la

¹ On appelle en Portugal *desembarcadores*, littéralement *débarrasseurs*, les juges des Cours supérieures.

² Le docteur Ricardo-Raymundo Nogueira a été plus tard, sous l'influence anglaise, membre de la régence du royaume de Portugal.

³ Voyez à la fin du volume (I).

réforme des abus demandèrent aussi aux institutions de la monarchie un nom qui pût être opposé à un nom. Or, il a existé de temps immémorial à Lisbonne et dans les principales villes du Portugal, une magistrature populaire formée de vingt-quatre bourgeois de mœurs irréprochables. Chaque année, les vingt-quatre en exercice désignent dans les corporations des arts et métiers les vingt-quatre sujets qui doivent leur succéder l'année suivante. Un simple ouvrier, avec le titre de juge du peuple, est à la tête de ce conseil démocratique. Quand le vaisseau de l'État vogue sur une mer calme, l'autorité du juge du peuple est limitée dans une sphère bien inférieure à celle où vivent les grands de la terre; mais aux jours de la tempête, c'est un tribun que le monarque écoute, et la voix de l'homme libre fait alors trembler les courtisans et les ministres. On l'a vu, dans le dix-septième siècle, arrêter par la bride de son cheval le roi Jean IV, et lui dire que la nation ne l'avait

pas mis sur le trône pour se livrer à ses goûts de chasse et de dissipation, mais pour travailler et suer au profit du peuple. Sous le règne d'Alphonse VI, une représentation énergique de ce magistrat a conservé au Portugal l'épée d'un général illustre, Schomberg, que des intrigans de cour voulaient éloigner du royaume. Plus tard, son intervention fut nécessaire pour arracher la couronne au même Alphonse VI, prince absurde et frénétique, et pour la placer sur une tête plus capable de la porter.

José de Abréo Campos, tonnelier de profession, qui exerçait en l'année 1808, à Lisbonne, la charge de juge du peuple, n'était pas indigne de ses prédécesseurs. Un sens droit et un patriotisme ardent le conseillaient mieux que la fausse science de ceux qui se croyaient plus habiles que lui. On ne l'avait pas vu comme les grands, comme les parens du prince, s'empreser aux fêtes de l'étranger,

et célébrer les vertus du conquérant qui chargeait le royaume de contributions de guerre. Quand les quines portugaises avaient été effacées des monumens publics, il s'était obstiné à les conserver sur le bâton (*la vara*) qui dans la Péninsule est le signe du pouvoir civil, soutenant avec raison qu'elles étaient les armes, non pas de la maison de Bragance, mais de la nation portugaise.

Tel était l'homme auquel les amis de la liberté eurent recours. Ils firent circuler dans le public le projet de constitution qui avait été mûri en silence. José de Abréo Campos prit sous sa sauve-garde un acte dans lequel étaient consacrées l'égalité des droits, la liberté de la presse, la tolérance religieuse, et l'association des élus du peuple à la puissance législative. Lorsque la junta des trois États le fit appeler, ainsi que le clergé, la noblesse et les tribunaux, pour souscrire leur placet à l'Empereur, il protesta solennellement contre cet acte d'abjection et contre l'incompétence

de ceux qui l'avaient rédigé. Il présenta le projet de constitution sous la forme d'une adresse à l'Empereur, et comme applicable aux besoins de la nation, s'en rapportant au surplus au vœu qu'elle exprimerait étant rassemblée en cortès.

Ce cri de liberté blessa les oreilles du duc d'Abrantès. Il ne se contenta pas de refuser son appui à un ordre d'idées opposé au système impérial. Il appela brouillons et factieux ceux qui osaient les proclamer, oubliant que lui aussi était l'enfant d'une révolution. José de Abréo Campos fut mandé au quartier-général, et reçut une réprimande sévère qui en fit un ennemi acharné des Français.

On exila de Lisbonne des hommes de lettres soupçonnés d'avoir travaillé au projet de constitution. L'adresse de la Junte revêtue de la signature du juge du peuple, extorquée par la menace, fut bien et duement déclarée contenir le vœu libre et spontané du clergé,

de la noblesse et du tiers-état de Portugal. Un fidalgue, José Sebastião de Saldanha, se chargea de la porter à l'Empereur; mais quand il se mit en route, les communications avec l'Espagne étaient déjà interrompues. José Sebastião revint à Lisbonne, disant qu'il n'avait pas pu arriver jusqu'à Ciudad-Rodrigo. Les Portugais attendirent un autre avenir.

Nous nous sommes arrêtés sur les nuances et les vicissitudes de l'opinion publique. Dans cette guerre au-delà des Pyrénées, on a méprisé constamment les peuples, et l'on a cru pouvoir les ployer sous le joug de la force matérielle. L'ordre des faits nous amène dans un champ plus vaste sur lequel les fautes que nous avons signalées et de plus graves encore, préparèrent des malheurs sans fin. Désormais, les campagnes de Portugal ne figureront plus que comme épisodes dans le récit de la guerre de la Péninsule. Le premier corps d'observation de la Gironde était l'a-

vant-garde des armées françaises. Le corps de bataille vint ensuite. Nous allons dire comment sa présence opéra un bouleversement en Espagne.



LIVRE TROISIÈME.



INVASION DE L'ESPAGNE.

SOMMAIRE.

Formation et entrée en Espagne du 2^e corps d'observation de la Gironde. — Formation et entrée en Espagne du corps d'observation des côtes de l'Océan. — Formation du corps d'observation des Pyrénées-Orientales. — Appel de la conscription de 1809. — Occupation de la Catalogne, surprise des forts de Barcelone, de San-Fernando de Figuières et de la citadelle de Pampelune. — Formation du corps d'armée des Pyrénées-Occidentales. — Réflexions sur la composition des armées françaises dans la Péninsule. — Arrivée du grand-duc de Berg, nommé lieutenant de l'Empereur. — Tableau de la cour d'Espagne. — Conjuration de l'Escurial. — Voyage de Napoléon en Italie. — Inquiétude du prince de la Paix et de la cour d'Espagne. — Mouvement d'Aranjuez, et abdication de Charles IV. — Marche de l'armée française vers Madrid. — Entrée de Ferdinand VII dans Madrid. — Réflexions sur les projets successifs de l'Empereur relativement à l'Espagne. — Rapports de la nouvelle et de la vieille cour avec le grand-duc de Berg. — Départ de Ferdinand VII pour Bayonne. — Départ du prince de la Paix et des vieux souverains. — Conférences de Bayonne. — Disposition des esprits en Espagne. — Émeute de Tolède. — Journée du 2 mai à Madrid. — Le grand-duc de Berg nommé lieutenant-général du royaume. — Transactions de Bayonne.

LIVRE TROISIÈME.



INVASION DE L'ESPAGNE.



APRÈS le traité de Fontainebleau, il n'y eut plus de Pyrénées. L'article 6 de la convention secrète, signée le 27 octobre 1807, par Duroc et Izquierdo, portait « qu'un corps de quaranté mille hommes de troupes françaises serait réuni à Bayonne, le 20 novembre au plus tard, pour être prêt à entrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les Anglais y enverraient des renforts, ou le menaceraient d'une attaque. Néanmoins, le nouveau corps ne devait se mettre en mouvement que lorsque les deux hautes parties contractantes auraient été mutuellement d'accord sur ce point. » Or, l'Angleterre menace éternellement le Portugal, en ce sens que, mai-

tresse de la mer par ses trois cents vaisseaux de guerre et ses deux cent mille matelots, elle devient, quand elle le veut, frontière de tous les États qui ont des côtes, et se fait redouter même quand ses escadres sont absentes.

Pendant que le premier corps d'observation de la Gironde traversait l'Espagne, le deuxième se rassembla à Bayonne, fort de vingt-quatre mille hommes d'infanterie, trois mille cinq cents chevaux et trente-huit pièces d'artillerie. L'infanterie presque entière consistait en légions de réserve; on appelait ainsi des corps nouveaux que des officiers-généraux, choisis dans le Sénat, avaient formés, depuis cinq mois, avec la conscription anticipée de l'année 1808. Les légions de réserve différaient des régimens de ligne par quelques nuances dans l'organisation, et par leur destination bornée primitivement à la garde du territoire de l'empire. La cavalerie se composait d'escadrons pris dans les dépôts de l'intérieur de

la France, et réunis en régimens provisoires de cuirassiers et de chasseurs.

Dupont fut nommé au commandement en chef de cette armée ; il n'était que général de division , mais il venait de se couvrir de gloire dans les campagnes d'Autriche et de Prusse. On lui donna pour chef d'état-major le général de brigade Legendre. Le général Barbou quitta la onzième division territoriale , pour prendre la première division d'infanterie ; Védel et Malher eurent les deux autres. On confia la cavalerie au général Frésia , ancien officier au service du roi de Sardaigne, que la révolution avait jeté dans les rangs français. Le général de brigade Dabadie était à la tête des ingénieurs ; le général de brigade Simon Faultrier commandait l'artillerie, corps dans lequel son nom se recommande par cent trente ans de services héréditaires.

Le 22 novembre 1807, le deuxième corps d'observation de la Gironde commença à entrer en Espagne. Dans le mois de janvier 1808,

le quartier-général s'établit à Valladolid, et les divisions furent cantonnées sur le Duero, à peu de distance de cette ville. Le général en chef eut ordre de tenir des détachemens à Salamanque, comme pour indiquer qu'il allait se porter sur Lisbonne.

DANS cette position, les troupes de Dupont pouvaient être considérées comme la réserve de celles qui occupaient déjà le Portugal. Une autre armée se formait en troisième ligne sur les rives de la Garonne; quarante-sept détachemens de jeunes soldats d'infanterie furent tirés des dépôts de régimens établis sur les frontières du nord et de l'est, et transportés à Bordeaux sur des voitures préparées à l'avance dans chaque gîte d'étape. Cette manière de faire voyager les troupes en poste, abrégait de plus de moitié la longueur de la route, et conservait les forces et la santé des soldats. A mesure que les détachemens arrivèrent, on les organisa en régimens provi-

soires d'infanterie et de cavalerie , commandés par des majors de la ligne; le travail avait été fait d'avance dans les bureaux du ministère de la guerre. Les régimens provisoires se réunirent en brigades et en divisions; on forma de la même manière des cadres provisoires de cavalerie : l'artillerie fut tirée des arsenaux de Lille , de Metz et de La Fère. Cette nouvelle armée, forte de vingt-cinq mille hommes d'infanterie , de deux mille sept cents chevaux et de quarante-une pièces de canon , s'appela le corps d'observation des côtes de l'Océan ; l'Empereur la confia au maréchal Moncey , qui avait commandé douze ans auparavant les armées de la République en Espagne.

La tête de la colonne passa la Bidassoa le 9 janvier, et poussa jusqu'à l'entrée de la Castille. Les troupes s'étendirent dans les trois provinces de Biscaye : le maréchal Moncey avait pour chef d'état-major le général de brigade Harispe , son élève et son compagnon

d'armes à l'ancienne armée des Pyrénées-Occidentales. Les généraux Musnier de la Converserie, Morlot et Gobert commandaient les trois divisions d'infanterie du corps d'armée; à la tête de la cavalerie était Grouchy, l'un des divisionnaires des armées françaises dont la réputation était la plus brillante et la plus méritée. Les généraux de brigade Couin et Cazal commandaient, l'un l'artillerie, l'autre le génie.

L'introduction des deux corps d'armée dans la Péninsule n'eût dû avoir lieu, conformément au traité, qu'après un arrangement spécial entre les cabinets de Paris et de Madrid. On présuma l'assentiment de Charles IV, parce qu'on connaissait sa faiblesse; le gouvernement français ne prit même pas la peine de lui notifier la marche des troupes; ce qui avait déjà passé les Pyrénées excédait de beaucoup le nombre de quarante mille hommes stipulé dans l'article 6 de la convention secrète, et cependant le mouvement des trou-

pes se continuait sans lacune, et d'autres dispositions qu'on faisait sur les frontières et dans l'intérieur de la France décelaient de vastes projets. Les troisième et quatrième bataillons des régimens servant en Portugal, étaient à Saint-Jean-Pied-de-Port, prêts à pénétrer, par le débouché de Ronceveaux, au centre de la Navarre. Les généraux Verdier et Lasalle formèrent deux fortes divisions, l'une d'infanterie, à Orléans, l'autre de cavalerie, à Poitiers, avec des élémens semblables à ceux dont avait été composé le corps d'observation de l'Océan. On diminua la force du camp de Boulogne et des autres stations des côtes; les régimens suisses et étrangers restés dans les anciennes forteresses, les derniers bataillons des légions de réserve, les conscrits de 1808, dont on n'avait pas encore disposé, furent dirigés sur les armées actives des Pyrénées. On donna la même destination à quatre mille vieux soldats des compagnies départementales instituées pour la police de

l'intérieur. Pour outiller à la hâte des équipages d'artillerie, les arsenaux des places, entre la rive gauche de la Loire et les frontières, acquirent tout-à-coup une activité dont ils étaient désaccoutumés depuis un siècle. Bayonne devint une grande place de dépôt.

A l'autre extrémité de la chaîne des Pyrénées, Perpignan était destiné à jouer un rôle semblable, mais sur une échelle moindre. Là aussi on forma une armée, et les secours à porter en Portugal ne pouvaient pas servir de prétexte à son rassemblement. Le corps d'observation des Pyrénées-Orientales fut composé de troupes napolitaines, italiennes et françaises, tirées de l'Italie, au nombre de onze mille hommes d'infanterie, et de dix-sept cents de cavalerie, avec dix-huit bouches à feu. Duhesme, un des plus anciens généraux de division de l'armée, en eut le commandement; on mit sous ses ordres le

général italien Lecchi, qui avait amené les troupes de par-delà les Alpes, et le général français Chabran, qui fut appelé de Toulouse où il commandait la 10^e division militaire territoriale.

Le déploiement d'une si grande partie des forces nationales s'exécutait sans bruit. L'étranger l'ignorait; les citoyens s'en apercevaient à peine; l'absence de l'Empereur ne suspendit pas l'activité des préparatifs. Ce prince employa les six dernières semaines de l'année 1807 à visiter le royaume d'Italie : nous avons déjà parlé de son voyage, et nous y reviendrons encore, parce qu'il se rattache aux événemens de notre histoire. A trois cents lieues de sa capitale, Napoléon donnait l'impulsion à la machine politique, comme s'il eût présidé au conseil de ses ministres; et le mouvement s'opérait dans les cadres qu'il avait préparés. A voir la célérité avec laquelle l'enthousiasme et la crainte le servaient, on eût dit qu'il n'y avait en France qu'un bras pour

exécuter, comme il n'y avait qu'une tête pour concevoir.

DE retour à Paris, l'Empereur arme quatre-vingt mille conscrits de 1809. L'entrevue de Tilsit paraissait avoir garanti pour quelques années la paix du continent. Quelle puissante considération a donc pu déterminer le gouvernement à arracher tant d'enfans à leurs mères, tant de bras à l'agriculture et aux arts? « La nécessité, répondront les ministres de Napoléon ¹, d'avoir sur tous les points d'attaque des moyens considérables, afin de profiter des circonstances heureuses qui se présenteraient pour porter la guerre au sein de l'Angleterre, de l'Irlande et des Indes... » Suivant l'un d'eux, « une politique vulgaire aurait amené l'Empereur à désarmer, mais cette politique serait

¹ Lisez les rapports des ministres de la guerre et des relations extérieures, insérés dans *le Moniteur* du 24 janvier 1808.

un fléau pour la France. » Suivant l'autre, « il ne suffit pas d'avoir une armée en Portugal. L'Espagne a eu des craintes pour Cadix ; elle en a eu pour Ceuta : c'est vers cette partie du monde que les Anglais paraissent vouloir diriger leurs expéditions secrètes. Ils ont débarqué beaucoup de troupes à Gibraltar ; ils ont rappelé de ce côté celles qui ont été chassées du Levant , et une partie de celles qu'ils avaient accumulées en Sicile. Leurs croisières sur les côtes d'Espagne deviennent plus vigilantes ; ils semblent vouloir se venger sur ce royaume, des revers qu'ils ont éprouvés dans les colonies. Toute la Presqu'île mérite donc de fixer particulièrement l'attention de Sa Majesté. »

NAPOLÉON ne la perdait pas de vue. Au mois de février , le corps d'armée des Pyrénées-Orientales entra en Catalogne. Deux bataillons du 2^e régiment d'infanterie , commandés par le général de brigade Nicolas , s'arrêtèrent à Figuières , sous prétexte d'y attendre un

grand personnage qu'on disait tout bas être l'Empereur. Il n'y avait pas de casernes dans la ville. Le général demanda à loger ses bataillons en haut, dans la citadelle de San-Fernando, la forteresse la plus moderne de l'Espagne, et la plus difficile à prendre. Le gouverneur était un vieillard décrépît, et sa garnison consistait en trois cents gardes wallonnes et canonniers. Il admit les Français. Le lendemain, Nicolas partit avec un bataillon. Le major Piat, qui restait avec un bataillon, fit descendre dans la ville la garnison espagnole.

Pendant ce temps-là, le reste du corps d'armée arrivait à Barcelone. Le général en chef Duhesme annonça qu'après deux jours ses soldats continueraient leur marche vers Valence.

La capitale de la Catalogne est défendue par deux forteresses, la citadelle, pentagone régulier, élevé dans le dix-huitième siècle à l'extrémité nord-est de la ville, et le château

de Mont-Joui, situé au sud, sur la pointe d'un rocher d'où l'on bat la ville, le port et la campagne. Le 16 février, les troupes de passage prirent les armes, sous le prétexte d'être inspectées avant leur départ, qui devait avoir lieu le lendemain. Lecchi rangea ses Italiens en bataille sur les glacis de la citadelle, le dos tourné aux fortifications. Tous les oisifs de Barcelone, même les soldats espagnols de la garde, accoururent à la revue. Pendant qu'ils écoutaient la musique, et que l'attention était fixée sur la vigilance minutieuse avec laquelle les officiers et le général lui-même exploraient toutes les parties de l'habillement, deux compagnies de la droite, laissant leurs havresacs à terre, se glissent derrière la ligne, tournent court devant l'entrée de la citadelle, et couvrent le tablier du pont-levis avant qu'on ait eu le temps de le lever. Lecchi arrive au galop, suivi de son état-major. Il crie aux soldats espagnols que son projet est de rendre visite à leur commandant, et que les deux compagnies

sont là pour lui servir d'escorte. Pendant ce pourparler, deux bataillons s'avancent, et la ligne entière paraît prête à s'ébranler. Les Italiens sont maîtres de la citadelle.

Le rocher de Mont-Joui était d'un accès trop difficile pour que les troupes pussent y arriver sans être aperçues. Duhesme se rendit chez le comte d'Ezpeleta de Veyre, capitaine-général de la province¹ : « Mes soldats occupent votre citadelle, lui dit-il; ouvrez-moi à l'instant les portes de Mont-Joui; car l'empereur Napoléon m'a ordonné de mettre garnison dans vos forteresses. Si vous hésitez, je déclare la guerre à l'Espagne, et vous serez responsable, envers votre prince et votre nation, des torrens de sang que votre résistance aura fait couler. » Le nom de Napoléon produisit son effet accoutumé. Le général espagnol était âgé et timide, son

¹ En Espagne, capitaine-général de province est un emploi, capitaine-général des armées est un grade.

gouvernement lui avait donné pour unique instruction, d'éviter toute démarche propre à compromettre les rapports de bonne amitié avec la France. Il rendit les clefs de Mont-Joui, et le général Duhesme se crut maître de la Catalogne.

Ainsi tomba, sans coup férir, au pouvoir des Français, la plus grande ville de la monarchie espagnole, celle qui, un siècle auparavant, avait lutté seule, toute l'Espagne soumise, contre les armées de Louis XIV. Il y eut, dans les moyens par lesquels on s'en rendit maître, un mélange de l'astuce des faibles et de l'arrogance des forts. On n'employa que la ruse pour Pampelune et Saint-Sébastien.

Le général de brigade Darmagnac avait conduit en Navarre, par le pas de Ronceveaux, trois bataillons français, savoir : un du 15^e régiment d'infanterie, un du 47^e et un du 70^e. On lui avait ouvert les portes de Pampelune comme à un ami ; mais l'autorité militaire était restée entre les mains du vice-roi, marquis de